

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du: Praesidium

à la: Convention

---

Objet: **Les coopérations renforcées**

- **Article 32 ter, Titre V, Partie I, et articles I à P, Partie II de la Constitution**

---

**Contenu du document :**

**Page 2 : I. Les principaux éléments**

**Page 4 : II. Description du mécanisme actuel**

**Page 11 : III. Tableau indicatif : les articles proposés concernant les coopérations renforcées par rapport aux traités existants**

**Page 12 : IV. Projet d'articles**

**Page 17 : V. Projet d'articles avec commentaire**

## I. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS

Le mécanisme de la coopération renforcée a été créé par le traité d'Amsterdam, et modifié par le traité de Nice. Il est régi par des dispositions générales s'appliquant à tous les domaines (art. 43 à 45 du TUE), et des clauses spécifiques en fonction des domaines couverts par le TCE (art. 11 et 11 A du TCE), par la coopération en matière pénale (art. 40 à 40 B du TUE) et la PESC (art. 27 A à 27 E du TUE). Il existe d'autres types de "coopération renforcée" organisée directement dans le traité, qui ne sont pas examinés par le présent document. Il s'agit par exemple du développement de l'acquis de Schengen, la monnaie unique, ou encore demain, dans le domaine de la défense.

La coopération renforcée est en principe un mécanisme de "dernier ressort", lorsqu'une action ne peut aboutir avec la participation de tous les États membres. Le Conseil peut dans ce cas autoriser, à la majorité qualifiée, un certain nombre d'États membres, au minimum huit, d'aller de l'avant en recourant "aux institutions, procédures et mécanismes" prévus par les traités. Mais seuls les États participants prendraient part au vote au sein du Conseil, pour adopter des décisions qui ne s'appliqueraient qu'à eux, et dont le coût éventuel serait en principe pris en charge par eux seuls pour les dépenses autres qu'administratives. Une coopération renforcée peut être admise en principe dans tous les domaines couverts par le traité, à l'exception des questions ayant des implications militaires et de la défense <sup>1</sup>.

Ce document a pour objet de décrire dans les grandes lignes cet instrument de flexibilité ainsi que de présenter des projets d'articles de la Constitution sur ce sujet. Ceux-ci visent pour l'essentiel à simplifier la rédaction des dispositions actuelles sur les coopérations renforcées, ainsi que leur structure. Les commentaires indiquent la provenance de ces dispositions dans les traités actuels. La nouvelle structure proposée repose davantage sur un critère thématique que sur la distinction actuelle par pilier qui va disparaître dans la Constitution (sans préjudice des dispositions de procédure particulières éventuelles). Un certain nombre de dispositions jugées redondantes ont été supprimées.

---

<sup>1</sup>. Sous le régime du traité d'Amsterdam, la PESC était également exclue au motif que le système d'abstention constructive répondait aux besoins de flexibilité en la matière (v. art. 23, § 1 du TUE).

Dans la partie I de la Constitution figurerait l'**article 32 ter** qui présente les traits fondamentaux du mécanisme de la coopération renforcée dans le cadre de l'Union. Il s'agirait en principe du dernier article du Titre V du projet de Constitution ("Exercice des compétences").

Les **articles I à P** figureraient quant à eux dans la partie de la Constitution consacrée aux dispositions institutionnelles non reprises dans la première partie (pour l'instant, Section D de la partie II). Ces articles ont trait aux limites et modalités de mise en œuvre des coopérations renforcées, ainsi qu'à la procédure d'autorisation et à la procédure relative à la participation ultérieure d'autres Etats membres.

Pour le reste, un certain nombre de modifications de substance ont été suggérées. Il s'agit par exemple de simplifier et d'homogénéiser les procédures d'autorisation initiale et concernant la participation ultérieure, ainsi que de renforcer le rôle de la Commission, et aussi du Parlement européen au moment du déclenchement des coopérations renforcées (avis conforme). Ces changements de procédure visent à faciliter le déclenchement des coopérations renforcées et clarifier les conditions relatives à la participation ultérieure, tout en garantissant davantage la cohérence des actions des coopérations renforcées entre elles, et avec les objectifs de l'Union dans son ensemble. La Commission est également bien placée comme arbitre entre les intérêts des participants à une coopération renforcée et ceux des non participants. Des procédures particulières sont maintenues en ce qui concerne les coopérations renforcées conduites dans la PESC.

Une nouveauté consiste à prévoir de façon expresse que dans certains cas, la décision d'autorisation peut fixer des conditions de participation à la coopération renforcée. Ainsi, le mécanisme n'est plus seulement conçu comme un substitut au vote à l'unanimité, mais aussi comme un outil permettant de prendre en compte des différences objectives, fussent-elles temporaires. D'autre part, la référence à d'éventuelles conditions objectives de participation tend à encadrer le pouvoir discrétionnaire de la Commission ou du Conseil à l'égard des demandes d'États membres qui leur sont adressées pour participer à une coopération renforcée après sa création : en effet les conditions de participation seront les mêmes pour les Etats membres qui participent initialement à la coopération renforcée et pour ceux qui se joignent par la suite.

La condition du dernier ressort a été quelque peu clarifiée en indiquant que c'est à travers la décision d'autorisation que le Conseil constate formellement qu'elle est remplie, sans que des procédures antérieures aient nécessairement été menées jusqu'à leur terme. Par conséquent, cette condition ne peut avoir pour effet de limiter le champ d'action des coopérations renforcées à des actes ponctuels.

En ce qui concerne le seuil minimal de participation, il est proposé de le fixer à un tiers des États membres, dans l'esprit du traité de Nice qui l'avait fixé à huit États membres.

Enfin, dans le cadre de la PESC, les coopérations renforcées ne sont plus confinées à la simple mise en œuvre d'une action ou d'une position commune.

## **II. DESCRIPTION DU MÉCANISME ACTUEL**

### **I. Conditions préalables du déclenchement d'une coopération renforcée : dernier ressort et seuil minimal**

**a)** La **condition du "dernier ressort"** telle qu'elle a été reformulée par le traité de Nice se prête à diverses interprétations.

Le traité d'Amsterdam prévoyait qu'une coopération renforcée ne peut être enclenchée que *« lorsque les objectifs desdits traités ne pourraient être atteints en appliquant les procédures pertinentes qui y sont prévues »*. Le traité de Nice prévoit dorénavant que *« les coopérations renforcées ne peuvent être engagées qu'en dernier ressort, lorsqu'il a été établi au sein du Conseil que les objectifs qui leur sont assignés ne peuvent être atteints, dans un délai raisonnable, en s'en tenant aux dispositions pertinentes des traités »* (art.43 B du TUE).

La question se pose de savoir à quel moment et dans quelles conditions le Conseil peut constater un blocage. Dans la formulation d'Amsterdam, on pourrait comprendre que les procédures doivent être menées à leur terme, le cas échéant jusqu'à la phase de vote, pour pouvoir remplir la condition du dernier ressort. La formule de Nice apparaît plus souple, quoique peu claire, dans la mesure où il appartiendrait au Conseil de constater le blocage sans nécessairement attendre le passage au vote, ni même le déclenchement effectifs des procédures normales.

La condition du dernier ressort pourrait aussi avoir comme implication de déterminer le champ d'action possible d'une coopération renforcée. En effet, cette condition pourrait être interprétée, du moins dans la formule du traité d'Amsterdam, comme limitant l'autorisation d'une coopération renforcée à ne porter que sur un acte, ou une question couverte par cet acte, qui a fait l'objet d'un échec préalable lors d'une procédure de décision à Quinze. La formule de Nice semble laisser davantage de marge d'interprétation à ce sujet dès lors qu'on évoque les objectifs qu'une coopération renforcée se serait assignés à elle-même et dont le Conseil constaterait l'impossibilité de les atteindre à Quinze dans un délai raisonnable (sans même nécessairement avoir éprouvé les procédures à Quinze). Ces objectifs, touchant par hypothèse un champ d'action plus large que celui d'un seul acte, pourraient alors déterminer le domaine d'action de la coopération renforcée.

Quoi qu'il en soit, la formule du traité de Nice mérite d'être éclaircie, notamment sur la façon dont le Conseil est censé établir que la condition est bien remplie.

**b)** Une autre condition préalable au déclenchement d'une coopération renforcée a trait au nombre minimal d'États qui y participent. Le traité d'Amsterdam prévoyait un **seuil minimal** de la moitié des États, notamment pour éviter la création de plusieurs sous-groupes dans un même domaine, mais aussi pour justifier le recours aux institutions communes. Le traité de Nice fixe ce seuil à huit États membres, ce qui correspond à la majorité des États membres actuels. L'idée a sans doute prévalu que les coopérations renforcées concerneraient probablement moins les futurs États membres, lesquels auraient déjà à intégrer tout l'acquis communautaire.

Pour prévenir le risque d'éparpillement, le traité de Nice a introduit une nouvelle disposition visant à assurer la cohérence des coopérations renforcées entre elles et avec l'action de l'Union dans son ensemble <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> . Art. 45 TUE.

## II. Procédure d'autorisation de la coopération renforcée et de participation ultérieure d'autres États membres

a) Les coopérations renforcées sont **autorisées** par le Conseil à la majorité qualifiée. Le traité de Nice a supprimé le possible droit de veto "pour des raisons de politique nationale importantes", sauf pour le deuxième pilier. Le Conseil statue sur une proposition de la Commission, à la demande préalable en ce sens des États membres intéressés. La Commission doit motiver son refus éventuel de relayer la demande des États membres. Dans le troisième pilier, en cas de refus de la Commission, huit États membres peuvent à nouveau soumettre directement une proposition au Conseil. Dans le deuxième pilier, ce sont les États membres eux-mêmes qui soumettent directement la demande au Conseil. Selon les domaines, le Parlement européen est soit informé, consulté ou doit donner son avis conforme à l'autorisation.

b) Toute intention de **participation** à la coopération renforcée à un moment ultérieur doit être notifiée par le candidat au Conseil et à la Commission. Dans le premier pilier, c'est la Commission qui statue sur la participation d'un autre État membre, tandis que dans le troisième pilier, la demande est réputée approuvée par le Conseil en formation restreinte (de la coopération renforcée) à moins qu'il ne décide de maintenir son approbation en suspens pour des raisons motivées. Sur ce sujet, le traité de Nice n'a pas modifié le traité d'Amsterdam : contrairement à la procédure d'autorisation, la Commission (dans le troisième pilier) et le Parlement européen (dans le premier pilier) n'ont pas vu leur rôle évoluer. Pour ce qui est de la participation ultérieure dans le deuxième pilier, c'est le Conseil dans sa formation pleine qui peut suspendre son approbation.

## III. Principe d'ouverture

Le traité de Nice a davantage mis en exergue le principe d'ouverture des coopérations renforcées, qui vaut aussi bien au moment de leur instauration que plus tard (article 43 B du TUE). La participation à une coopération renforcée ne peut donc en principe pas être soumise à des conditions préalables. La décision de faire partie ou non d'une coopération renforcée n'appartient qu'aux États membres, selon leur seule volonté. La décision d'autorisation ne peut donc exclure aucun État membre *a priori*. Il est aussi prévu que la participation du plus grand nombre doit être encouragée par la Commission et les participants à la coopération renforcée.

Toutefois, en ce qui concerne la participation ultérieure d'autres États membres, le principe d'ouverture paraît relativisé par le fait qu'elle n'est pas automatique dès lors qu'elle fait l'objet d'une procédure de décision. En outre, la participation ultérieure à une coopération renforcée est subordonnée au respect de la "décision initiale ainsi que les décisions prises dans ce cadre". De même, lors de la procédure sur la participation ultérieure d'un État membre, des "dispositions particulières jugées nécessaires" peuvent être adoptées <sup>1</sup>.

Le sens exact de ces dispositions n'est pas très clair, mais laisse supposer que dans le système actuel, la participation ultérieure puisse être soumise à certaines conditions. Il n'est par ailleurs pas improbable que l'objet même d'une coopération renforcée impose *de facto* certaines conditions, ou repose sur certaines données objectives.

#### **IV. Fonctionnement des coopérations renforcées : compétences et cadre institutionnel**

Le fonctionnement interne des coopérations renforcées est régi par les mêmes dispositions institutionnelles et les mêmes bases juridiques que pour la Communauté ou l'Union dans son ensemble. Autrement dit, le cadre des compétences, les instruments d'action et les procédures de décision prévus par les traités s'appliquent en principe de la même façon aux États membres réunis au sein d'une coopération renforcée.

**a)** Pour ce qui est des **compétences**, il est donc exclu qu'une coopération renforcée s'engage pour adopter un acte ou conduire une action que l'ensemble des États membres ne pourraient mener dans le cadre des traités en vigueur. Le transfert des compétences est uniforme, seul l'exercice de celles-ci est différencié.

Le traité pose des limites aux compétences susceptibles d'être exercées par une coopération renforcée. Il ne peut s'agir d'une compétence exclusive. L'exercice de la compétence ne peut porter atteinte au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale. Il ne peut affecter les échanges entre les États membres ni provoquer des distorsions de concurrence. D'une manière générale, les coopérations renforcées doivent respecter l'acquis communautaire, et tendre à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union ainsi qu'à favoriser le processus d'intégration <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup>. V. l'article 11 A du TCE, et les articles 27 E et 40 B du TUE

<sup>2</sup>. V. art. 43 du TUE.

b) Pour ce qui est du **cadre institutionnel** des coopérations renforcées, il est identique à celui établi par les traités pour l'ensemble de l'Union. Les procédures de décision sont également celles qui sont prévues par les bases juridiques sur lesquelles se fonderait l'action de l'Union dans son ensemble.

La composition et le fonctionnement de la Commission, de la Cour et du Parlement ne varient donc pas lorsqu'ils exercent leurs pouvoirs dans le cadre d'une coopération renforcée. Seul le fonctionnement du Conseil varie : seuls les États participants à la coopération renforcée prennent part au vote, tandis que les autres sont en droit de participer aux délibérations du Conseil. De la sorte, seuls les participants à la coopération renforcée sont liés par les actes adoptés et supportent les dépenses non administratives de leur action.

Le traité de Nice précise à cet égard que les actes et décisions arrêtées dans le cadre d'une coopération renforcée « ne font pas partie de l'acquis de l'Union ». Une telle affirmation suscite des questions quant à la nature des coopérations renforcées. Il semble toutefois qu'elle visait pour l'essentiel, dans la perspective de l'élargissement, à exclure cet acquis de celui qui s'imposerait aux futurs États membres. D'ailleurs, à titre de comparaison, le traité d'Amsterdam avait lui prévu que l'acquis Schengen incorporé dans le cadre de l'Union relevait de l'acquis que les États candidats à l'adhésion devait accepter intégralement <sup>1</sup>.

Le système de vote à majorité qualifiée est adapté au sein du Conseil restreint de la coopération renforcée en respectant, pour le seuil, la même proportion des voix pondérées que celle fixée pour les Quinze, à savoir environ 71 % des voix <sup>2</sup>. Ce seuil doit représenter la majorité des États membres, ou les deux tiers si la proposition n'émane pas de la Commission (par analogie au système retenu pour les Quinze, v. art. 205 du TCE). En revanche, la pondération des voix ne subit aucune adaptation particulière.

---

<sup>1</sup>. Article 8 du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union européenne.

<sup>2</sup>. Comparer avec le vote à majorité qualifiée au sein du Conseil restreint dans le cadre de l'UEM: le seuil est fixé à deux tiers des voix pondérées selon la formule habituelle (art. 122, § 5).



## V. Cas particulier de la PESC

Le traité de Nice a étendu le mécanisme de la coopération renforcée au deuxième pilier (Titre V du TUE). Toutefois, elle ne peut être utilisée que pour mettre en œuvre une action commune ou une position commune adoptée préalablement dans le cadre des Quinze.

D'une manière générale, le traité de Nice prévoit qu'une coopération renforcée en ce domaine a pour objectif de « sauvegarder les valeurs et servir les intérêts de l'Union dans son ensemble », et qu'elle est tenue de respecter les principes, les objectifs, les orientations générales de la PESC ainsi que les décisions déjà prises dans le cadre de cette politique. Il semble que de la sorte, le groupe d'États réunis au sein de la coopération renforcée agisse au nom de l'Union dans son ensemble, ce qui évite d'affecter l'unité de sa représentation sur le plan international. Cette idée est renforcée du fait que le droit de veto subsiste au stade de l'autorisation d'une telle coopération renforcée <sup>1</sup>. Il reste que les règles générales relatives au financement sont applicables, de sorte que seuls les participants supportent les coûts non administratifs (art. 44 A du TUE).

D'autre part, une coopération renforcée ne peut pas porter « sur des questions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense » <sup>2</sup>. Ainsi, son champ d'action potentiel est considérablement réduit, et exclut par exemple la mise en œuvre des missions dites de *Petersberg*.

## VI . Pistes de réflexion

Il semble que le mécanisme de coopération renforcée ait été conçu à l'origine comme un substitut au vote majoritaire. En effet, d'une part la condition du dernier ressort pourrait impliquer qu'une coopération renforcée ne puisse être déclenchée que pour l'adoption d'actes ponctuels. D'autre part, le seul changement de nature institutionnelle dans une coopération renforcée touche à la formation du Conseil qui, du point de vue du droit de vote, est restreinte aux représentants des États membres y participant.

---

<sup>1</sup> . En revanche, le vote majoritaire devrait toujours être d'application au sein de la coopération renforcée puisqu'il s'agira toujours d'une mise en œuvre d'une règle préalable.

<sup>2</sup> . Article 27 B du TUE.

Conçu de la sorte, certains ont avancé qu'un tel mécanisme était trop élaboré au regard d'autres techniques possibles pour contourner l'écueil du vote à l'unanimité (abstention positive, abstention constructive, report d'un vote majoritaire en invoquant des "raisons de politiques nationales importantes avec évocation devant le Conseil européen, majorité superqualifiée, opt-out, etc...). En revanche, certaines caractéristiques du mécanisme ne permettent pas de répondre aux besoins de différenciation plus "structurelle" couvrant un domaine de politique, et fondée le cas échéant sur des critères objectifs, à l'instar de la monnaie unique et du système de Schengen.

Plus fondamentalement, on pourrait se demander si un tel mécanisme abstrait et général est utile dès lors que les besoins de différenciation "structurelle" sont déjà largement pris en compte par les systèmes de flexibilité préétablis et organisés dans le traité même, comme la monnaie unique ou le système de Schengen, et aussi demain dans le domaine de la défense (v. projet d'article 30 de la Constitution).

Il convient toutefois de garder à l'esprit les raisons qui ont motivé les auteurs du traité d'Amsterdam puis de Nice, à savoir créer un mécanisme qui pourrait s'avérer utile dans le long terme, notamment compte tenu de l'hétérogénéité croissante des États membres de l'Union et de leurs intérêts ou besoins spécifiques. Les coopérations renforcées sont conçues comme un instrument d'intégration progressive ouvert à tous les États membres à tout moment. Cet instrument vise à permettre et inciter un groupe d'États membres à coopérer dans le cadre de l'Union, plutôt qu'en dehors. Ainsi, les États membres participants à une coopération renforcée peuvent bénéficier d'une infrastructure existante; leurs citoyens jouissent des garanties parlementaires et juridictionnelles; et les non participants sont assurés que leurs intérêts et ceux de l'Union dans son ensemble sont préservés.

D'autre part, si un tel mécanisme s'avère peu approprié pour l'adoption d'actes ponctuels ou inversement pour couvrir des grands domaines de politiques, le mécanisme de la coopération renforcée pourrait en revanche s'avérer utile pour couvrir un champ d'action intermédiaire, à savoir certains aspects d'une politique, ou encore pour prolonger certains systèmes de flexibilité préétablis dans le traité.

### **III. TABLEAU INDICATIF : LES ARTICLES PROPOSÉS CONCERNANT LES COOPÉRATIONS RENFORCÉES PAR RAPPORT AUX TRAITÉS ACTUELS**

	<b>Nouveaux articles</b>	<b>Articles reprenant des dispositions inscrites dans les traités existants, mais de manière partielle ou avec des modifications substantielles</b>	<b>Articles repris des traités existants, légèrement aménagés ou sans changements</b>
<u>Article 32 ter</u> (Partie I de la Constitution) : Les coopérations renforcées		✓	
<u>Article I</u> (Partie II de la Constitution) : Formes de coopération spéciales dans la PESD	✓		
<u>Article J</u> (Partie II de la Constitution) : Condition générales			✓
<u>Article K</u> (Partie II de la Constitution) : Relations avec les non participants			✓
<u>Article L</u> (Partie II de la Constitution) : Principe d'ouverture		✓	
<u>Article M</u> (Partie II de la Constitution) : Procédure d'autorisation		✓	
<u>Article N</u> (Partie II de la Constitution): Procédure relative à la participation ultérieure d'autres États membres		✓	
<u>Article O</u> (Partie II de la Constitution): Financement			✓
<u>Article P</u> (Partie II de la Constitution) : Principe de cohérence			✓

## **IV. PROJET D'ARTICLES : LES COOPÉRATIONS RENFORCÉES**

### **PARTIE I DE LA CONSTITUTION**

#### **Article 32 ter (Les coopérations renforcées)**

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles I à P de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article L de la Constitution.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres. Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article M de la Constitution.

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

## **PARTIE II DE LA CONSTITUTION , SECTION D**

### **Article I (Formes de coopération spéciales dans la PESD)**

Les dispositions de l'article 32 ter de la partie I et des articles J à P de la partie II ne s'appliquent pas aux formes de coopération prévues dans le domaine de la défense par l'article 30 de la partie I, et régies spécifiquement par les articles 18 à 21 du titre I B de la partie II.

### **Article J (Conditions générales)**

Les coopérations renforcées envisagées respectent la Constitution de l'Union et son acquis.

Elles ne peuvent porter atteinte au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres, ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

### **Article K (Relations avec les non participants)**

Les coopérations renforcées envisagées respectent les compétences, droits et obligations des États membres qui n'y participent pas. Ceux-ci n'entravent pas leur mise en oeuvre par les États membres qui y participent.

## **Article L (Principe d'ouverture)**

1. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres, sous réserve de respecter les conditions de participation éventuellement fixées dans la décision d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment sous réserve de respecter, outre les éventuelles conditions susvisées, les actes déjà adoptés dans ce cadre.

La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à faciliter la participation du plus grand nombre possible d'États membres.

2. La Commission et, le cas échéant, le Ministre des affaires étrangères, informent régulièrement tous les membres du Conseil de l'évolution des coopérations renforcées, ainsi que le Parlement européen.

## **Article M (Procédure d'autorisation)**

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par la Constitution, à l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen.

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, la demande des États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée est adressée au Conseil. Elle est transmise au Ministre des affaires étrangères, qui donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ainsi qu' à la Commission qui donne son avis, notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les autres politiques de l'Union. Elle est également transmise au Parlement européen pour information.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil à la majorité qualifiée.

#### **Article N (Procédure relative à la participation ultérieure d'autres États membres)**

1. Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée notifie son intention au Conseil, à la Commission, et le cas échéant, au Ministre des affaires étrangères.

Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission confirme la participation de l'État membre en question. Elle constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies, et arrête des dispositions transitoires jugées nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée.

Toutefois, si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, elle indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation. Lorsqu'elle réexamine la demande, elle statue conformément à l'alinéa précédent. Si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont toujours pas remplies, l'État membre en question peut saisir le Conseil à ce sujet, lequel statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 32 ter, § 3 de la Constitution. Le Conseil peut également arrêter sur proposition de la Commission les dispositions transitoires susvisées.

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil confirme la participation de l'État membre en question, après consultation du Ministres des affaires étrangères. Il constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies. Le Conseil peut également arrêter des dispositions transitoires sur proposition du Ministre des affaires étrangères. Toutefois, si le Conseil estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, il indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 32 ter, § 3 de la Constitution.

#### **Article O (Financement)**

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

#### **Article P (Principe de cohérence)**

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises dans le cadre d'une coopération renforcée, ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet.



## V. PROJET D'ARTICLES AVEC COMMENTAIRE

### PARTIE I DE LA CONSTITUTION

#### **Article 32 ter (Les coopérations renforcées)**

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles I à P de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article L de la Constitution.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres. Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article M de la Constitution.

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

#### *Commentaire*

##### ***Article 32 ter, paragraphe 1, alinéa 1***

*Ce paragraphe expose le principe fondamental selon lequel les coopérations renforcées fonctionnent dans le cadre des bases juridiques des traités, tant pour ce qui est des compétences que de l'exercice des compétences (procédures et instruments). Ce principe est exprimé de différentes manières, à différents endroits dans les traités actuels<sup>1</sup>.*

---

<sup>1</sup>. Articles 43 et 44 (première phrase) du TUE, article 11, § 3 du TCE, articles 27 A, § 2 et 40, § 2 du TUE.

*Ce paragraphe indique aussi d'emblée les dispositions de la deuxième partie relatives aux limites et modalités régissant le mécanisme de la coopération renforcée, en particulier l'inapplication du mécanisme aux formes de coopération spécifiques dans le domaine de la défense, et d'autres conditions générales visant notamment à respecter l'acquis de l'Union.*

**Article 32 ter, paragraphe 1, alinéa 2 :** *Extrait des conditions de l'article 43 a) du TUE et affirmation du principe d'ouverture (article 43 B du TUE), lequel est précisé dans la seconde partie.*

**Article 32 ter, paragraphe 2 :** *Principe de l'autorisation du Conseil et conditions préalables à cette autorisation : dernier ressort (article 43 A du TUE) et seuil minimal ( article 43, g) du TUE.*

*Ce paragraphe pose le principe d'une autorisation du Conseil pour déclencher une coopération renforcée et renvoie à l'article M de la Constitution en ce qui concerne le détail de la procédure. Il pose également deux conditions préalables à cette autorisation : la condition du dernier ressort, et la condition du seuil minimal de participation.*

*La **condition du dernier ressort** telle que modifiée par le traité de Nice n'indique pas de quelle façon le Conseil est censé établir qu'elle est remplie, et elle apparaît quelque peu redondante avec la décision d'autorisation du Conseil. La formule proposée indique que c'est par le biais de la décision d'autorisation que le Conseil constate formellement que la condition du dernier ressort est bien remplie. En outre, en supprimant l'expression "en appliquant les dispositions pertinentes des traités", on établit plus clairement que la condition du dernier ressort n'implique pas nécessairement l'échec d'une procédure préalable, ni même qu'une telle procédure de décision ait été initiée. En tous cas, il convient que le champ d'action d'une coopération renforcée ne soit pas pré-déterminé par des procédures antérieures, mais puissent être déterminé de façon plus large au cours de la procédure d'autorisation, par exemple en se référant à plusieurs bases juridiques concernées par la coopération envisagée.*

*Pour ce qui est de la **condition du seuil minimal** de participation, la question se pose de savoir s'il ne convient pas de réintroduire une proportion des États membres plutôt qu'un nombre fixe, ce qui a peu de sens dans une Union dont le nombre de membres n'est pas fixé une fois pour toute. Dans l'esprit du traité de Nice, cette proportion pourrait alors être celle d'un tiers des États membres.*

**Article 32 ter, paragraphe 3 : Extrait de l'article 44, § 1**

*La caractéristique institutionnelle principale des coopérations renforcées consiste à exclure le droit de vote au Conseil des non participants. Le projet d'article prévoit cependant la possibilité de participer aux délibérations, comme dans le traité actuel.*

*D'autre part, l'application des bases juridiques de la Constitution aux coopérations renforcées ont pour effet de reporter les règles de vote qu'elles indiquent dans le fonctionnement des coopérations renforcées, à savoir l'unanimité ou la majorité qualifiée. Il convient dès lors de définir à cet endroit, à l'instar de l'article 44 du TUE actuel, l'unanimité et la majorité qualifiée au sein du Conseil agissant dans le cadre d'une coopération renforcée, en tenant compte de la reformulation par la Convention du vote à la majorité qualifiée.*

**Article 32 ter, paragraphe 4 : Extrait de l'article 44, § 2**

*Les actes adoptés au sein d'une coopération renforcée ne lient que les participants. Ils ne lient donc pas les autres États membres, sauf bien entendu lorsque ceux-ci y participent ultérieurement, ce qui ressort aussi de l'article L, alinéa 1 ("sous réserve de respecter... les actes déjà adoptés dans ce cadre", v. infra). Les précisions supplémentaires de l'article 44, § 2 du TUE ne semblent pas nécessaires.*

*Enfin, il est proposé de supprimer la phrase "De tels actes ne font pas partie de l'acquis de l'Union". En effet, cette disposition soulève une question de portée trop générale si son objet consiste à éviter d'imposer l'acquis (encore non existant) des coopérations renforcées aux futurs États membres (en l'occurrence, après le prochain élargissement de l'Union aux dix nouveaux États, la question ne se posant plus pour ces derniers). La formule proposée s'inspire de l'article 8 du protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union.*

## **PARTIE II DE LA CONSTITUTION - SECTION D**

### **Article I (Formes de coopération spéciales dans la PESD)**

Les dispositions de l'article 32 ter de la partie I et des articles J à P de la partie II ne s'appliquent pas aux formes de coopération prévues dans le domaine de la défense par l'article 30 de la partie I, et régies spécifiquement par les articles 18 à 21 du titre I B de la partie II.

### **Commentaire**

#### ***Article I : Nouvel article***

*Cet article indique que les diverses formes de coopération par un groupe d'États membres prévues en matière de défense sont régies par des dispositions spécifiques de la Constitution, de sorte que les dispositions sur la coopération renforcée ne s'appliquent pas à cet endroit.*

*Pour le domaine de la PESC, l'article 27 B du TUE, qui confîne les coopérations renforcées à la mise en œuvre d'une action ou position commune de l'Union, n'a pas été repris. En effet, le mécanisme général de la coopération renforcée ne semble pas nécessaire pour confier la mise en œuvre d'une action commune à un groupe d'États membres qui, par hypothèse, agirait au nom de l'Union. Telle a d'ailleurs été l'approche retenue pour la réalisation d'une mission par un groupe d'État en matière de défense (v. le projet d'article 30, § 5 de la Constitution).*

### **Article J (Conditions générales)**

Les coopérations renforcées envisagées respectent la Constitution de l'Union et son acquis.

Elles ne peuvent porter atteinte au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale. Elles ne peuvent constituer ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres, ni provoquer de distorsions de concurrence entre ceux-ci.

### **Commentaire**

#### ***Article J : (Extrait de l'article 43, b), c), e) et f) du TUE)***

### **Article K (relations avec les non participants)**

Les coopérations renforcées envisagées respectent les compétences, droits et obligations des États membres qui n'y participent pas. Ceux-ci n'entravent pas leur mise en oeuvre par les États membres qui y participent.

### ***Commentaire***

**Article K :** *(Reproduction des article 43, h), et 44, § 2, dernière phrase du TUE)*

*Ces deux dispositions ont été regroupées dès lors qu'elles concernent les obligations mutuelles entre participants et non participants.*

### **Article L (Principe d'ouverture)**

1. Lors de leur instauration, les coopérations renforcées sont ouvertes à tous les États membres, sous réserve de respecter les conditions de participation éventuellement fixées dans la décision d'autorisation. Elles le sont également à tout autre moment sous réserve de respecter, outre les éventuelles conditions susvisées, les actes déjà adoptés dans ce cadre.

La Commission et les États membres participant à une coopération renforcée veillent à faciliter la participation du plus grand nombre possible d'États membres.

2. La Commission et, le cas échéant, le Ministre des affaires étrangères, informent régulièrement tous les membres du Conseil de l'évolution des coopérations renforcées, ainsi que le Parlement européen.

### **Commentaire**

**Article L, paragraphe 1:** *(Extrait de l'article 43 B du TUE)*

*Cet article spécifie le principe d'ouverture posé à l'article 32 ter, § 1. En vertu de ce principe, les États membres sont libres de participer ou non à une coopération renforcée, aussi bien lors de sa création que plus tard. La proposition de la Commission (ou d'un groupe d'États dans le cadre de la PESC) et la décision d'autorisation du Conseil ne peuvent donc en principe pas exclure les États membres qui veulent y participer, ni contraindre à participer ceux qui ne le désireraient pas.*

*On notera cependant que, la participation ultérieure d'autres États membres n'est pas automatique dès lors qu'elle fait l'objet d'une procédure de décision. En particulier, le fait que cette participation ultérieure soit subordonnée au respect de la décision initiale et des actes déjà adoptés dans ce cadre, ou encore que d'éventuelles "dispositions particulières" peuvent être adoptées <sup>1</sup>, semble supposer que dans le système actuel cette participation puisse déjà être soumise à certaines conditions.*

*Il est suggéré de rendre explicite que la participation à une coopération renforcée puisse être soumise, dans certains cas, à des conditions objectives, lesquelles devraient alors être fixées au cours de la procédure d'autorisation. Par conséquent, il est également suggéré que dans ce cas, ces conditions concernent non seulement la participation ultérieure, mais également la participation initiale.*

*Cette approche tend à étendre les cas de figure rendant utile le mécanisme de la coopération renforcée dès lors qu'il ne reposerait plus toujours uniquement sur la simple volonté, et ne serait donc plus essentiellement conçu comme un substitut au vote à l'unanimité. Le mécanisme de la coopération renforcée pourrait en effet aussi reposer sur des différences objectives, voire prendre en compte des critères objectifs de participation entre certains États membres, à l'instar de l'adoption de l'euro, de la participation au système de Schengen, voire de certains aspects en matière de défense (v. le projet d'article 30 de la Constitution).*

*D'autre part, la référence à d'éventuelles conditions objectives de participation tend à encadrer le pouvoir discrétionnaire de la Commission ou du Conseil à l'égard des demandes d'États membres qui leur sont adressées pour participer à une coopération renforcée après sa création : en effet les conditions de participation seront les mêmes pour les États membres qui participent initialement à la coopération renforcée et pour ceux qui se joignent par la suite.*

---

<sup>1</sup>. V. l'article 11 A du TCE, et les articles 27 E et 40 B du TUE.

**Article L, paragraphe 2:** (extrait de l'article 27 D)

*Prévue initialement dans le cadre de la PESC, l'information de tous les États membres et du Parlement européen peut utilement être étendue aux autres domaines. En particulier, elle constitue une garantie pour les États non participants, quelles que soient les modalités fixées par la décision d'autorisation concernant la participation aux travaux et aux délibérations du Conseil (v. supra l'article 32 ter, § 3). Pour ce qui est de l'information du Parlement européen, elle est utile dans les cas où celui-ci n'est pas impliqué dans le processus de décision de mise en œuvre des coopérations renforcées, et aussi en ce qui concerne la participation ultérieure d'autres États membres.*

**Article M (Procédure d'autorisation)**

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans l'un des domaines visés par la Constitution, à l'exception de la politique étrangère et de sécurité commune, adressent une demande à la Commission en précisant le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée. La Commission peut soumettre au Conseil une proposition en ce sens. Si la Commission ne soumet pas de proposition, la Commission en communique les raisons aux États membres concernés.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, après avis conforme du Parlement européen.

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, la demande des États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée est adressée au Conseil. Elle est transmise au Ministre des affaires étrangères, qui donne son avis sur la cohérence de la coopération renforcée avec la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union, ainsi qu'à la Commission qui donne son avis, notamment sur la cohérence de la coopération renforcée envisagée avec les autres politiques de l'Union. Elle est également transmise au Parlement européen pour information.

L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par une décision du Conseil à la majorité qualifiée.

**Commentaire**

**Article M, paragraphe 1 :** Fusion de l'article 11, §§ 1 et 2 TCE et de l'article 40 A TUE

*Ces paragraphes décrivent la procédure d'autorisation d'une coopération renforcée dans les domaines actuellement couverts par le TCE et le troisième pilier. Compte tenu de la disparition de la structure en pilier, on peut envisager de réduire l'hétérogénéité actuelle des procédures*

*d'autorisation (tout comme celles relatives à la participation ultérieure d'autres États, v. infra). En outre, certains ont souligné l'importance du rôle de la Commission dans le déclenchement et la mise en œuvre des coopérations renforcées, afin de veiller à l'intérêt de l'Union dans son ensemble<sup>1</sup>.*

*Par conséquent, il semble opportun de supprimer la spécificité selon laquelle les États membres désireux de s'engager dans une coopération renforcée dans le domaine de la coopération judiciaire et policière en matière pénale, pourraient adresser leur demande au Conseil nonobstant l'éventuel refus de la part de la Commission d'y donner suite.*

*Par souci de simplification, il est également suggéré de supprimer la possibilité d'évocation de la question devant le Conseil européen. Une telle évocation pourrait de toute façon avoir lieu dans les faits si le déclenchement d'une coopération renforcée posait un grand problème à un État membre.*

*Il convient aussi d'examiner le rôle du Parlement européen. Si une coopération renforcée ne se limite pas à l'adoption d'un acte individuel, mais vise l'adoption de plusieurs actes, voire la mise en œuvre d'une politique, les procédures de décision envisagées par la coopération renforcée peuvent être multiples. Par conséquent, l'on ne pourrait pas établir de lien entre la procédure de codécision lors de la mise en œuvre d'une coopération renforcée et la procédure d'avis conforme pour l'autorisation de celle-ci. Dans cette optique, il est suggéré de généraliser la procédure d'avis conforme pour le déclenchement de toute coopération renforcée dès lors que la création d'un tel "sous-système" touche à la structure constitutionnelle dans son ensemble. Il s'agirait d'une garantie procédurale supplémentaire que les coopérations renforcées envisagées aient pour effet de favoriser le processus d'intégration (conformément à l'article 32 ter, § 1).*

*Enfin, il est ajouté que la demande des États membres à la Commission précise le champ d'application et les objectifs poursuivis par la coopération renforcée envisagée, notamment afin de contrôler le respect des conditions et limites prévues par la Constitution.*

---

<sup>1</sup>. V. par exemple la contribution franco-néerlandaise, CONV 664/03.



*Article M, paragraphe 2 : Procédure d'autorisation dans le cadre de la PESC (article 27 C du TUE)*

*La procédure d'autorisation d'une coopération renforcée dans le cadre de la PESC prévoit un rôle moindre pour la Commission et le Parlement européen, tandis que le Ministre des affaires étrangères est consulté. Il est également suggéré, comme pour les autres domaines, de supprimer l'évocation de la question devant le Conseil européen (v. la référence à l'article 23, § 2 du TUE).*

**Article N (procédure relative à la participation ultérieure d'autres États membres)**

1. Tout État membre qui souhaite participer à une coopération renforcée notifie son intention au Conseil, à la Commission, et le cas échéant, au Ministre des affaires étrangères.

Dans un délai de quatre mois à compter de la date de réception de la notification, la Commission confirme la participation de l'État membre en question. Elle constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies, et arrête des dispositions transitoires jugées nécessaires concernant l'application des actes déjà adoptés dans le cadre de la coopération renforcée.

Toutefois, si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, elle indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation. Lorsqu'elle réexamine la demande, elle statue conformément à l'alinéa précédent. Si la Commission estime que les conditions éventuelles de participation ne sont toujours pas remplies, l'État membre en question peut saisir le Conseil à ce sujet, lequel statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 32 ter, § 3 de la Constitution. Le Conseil peut également arrêter sur proposition de la Commission les dispositions transitoires susvisées.

2. Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil confirme la participation de l'État membre en question, après consultation du Ministres des affaires étrangères. Il constate le cas échéant que les conditions éventuelles de participation sont remplies. Le Conseil peut également arrêter des dispositions transitoires sur proposition du Ministre des affaires étrangères. Toutefois, si le Conseil estime que les conditions éventuelles de participation ne sont pas remplies, il indique les mesures à prendre pour remplir ces conditions et fixe un délai pour réexaminer la demande de participation.

Aux fins du présent paragraphe, le Conseil statue à la majorité qualifiée conformément à l'article 32 ter, § 3 de la Constitution.

**Commentaire**

*Article N, paragraphe 1 : Procédure sur la participation ultérieure, à l'exception de la PESC (fusion des articles 11 A du TCE et 40 B du TUE)*

*Dans le système actuel, c'est la Commission qui statue sur la participation ultérieure d'autres États membres à une coopération renforcée conduite dans le cadre communautaire, tandis que dans le cadre de la coopération judiciaire et policière en matière pénale, c'est le Conseil "restreint" de la coopération renforcée qui décide, selon un système d'approbation implicite (ce qui est plus conforme au principe d'ouverture).*

*Compte tenu de la disparition de la structure en pilier, il convient sans doute d'établir une procédure unique pour les domaines couverts par le TCE et ceux couverts par le troisième pilier actuel, à l'instar de la procédure d'autorisation initiale. Dès lors, la question qui se pose est de savoir qui, de la Commission ou du Conseil "restreint" de la coopération renforcée, devrait statuer sur la participation ultérieure.*

*La solution proposée consiste à donner ce rôle à la Commission (comme c'est déjà le cas pour les domaines couverts par le TCE), pour la même raison que son rôle lors du déclenchement des coopérations renforcées, à savoir qu'elle est la mieux placée pour arbitrer les intérêts de l'Union dans son ensemble, ceux de la coopération renforcée et ceux des non participants. Toutefois, il est aussi suggéré de prévoir qu'après une seconde décision négative de la Commission, l'État membre en question puisse adresser sa demande au Conseil "restreint" de la coopération renforcée lui-même.*

*En outre, conformément au principe d'ouverture, il est suggéré de limiter le pouvoir discrétionnaire d'appréciation de la Commission (ou du Conseil) en indiquant qu'une décision négative sur la participation ultérieure ne peut être fondée que sur le non respect des conditions objectives éventuellement fixées dans la décision d'autorisation initiale.*

*Quant aux actes déjà adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée, les États membres doivent être en mesure d'appliquer ceux-ci dès leur participation effective à la coopération renforcée. Toutefois, la Commission ou le Conseil devraient pouvoir arrêter des dispositions transitoires visant notamment à une application progressive de ces actes, afin de faciliter la participation des États qui le demandent. De la sorte, on donnerait un sens plus précis aux "éventuelles dispositions particulières que (la Commission ou le Conseil) peut juger nécessaires" <sup>1</sup>, tout en soulignant leur caractère transitoire.*

---

<sup>1</sup>. Art. 11 A du TCE, art. 40 B et 27 E du TUE.

*Article N, paragraphe 2 : Extrait de l'article 27 E du TUE.*

*Pour ce qui est de la participation ultérieure à une coopération renforcée dans le cadre de la PESC, la formule retenue s'inspire de celle exposée au paragraphe précédent, sauf qu'il s'agit du Conseil, et non de la Commission qui statue. Il est proposé à cet égard que ce soit le Conseil "restreint" de la coopération renforcée qui statue plutôt que le Conseil dans sa formation pleine (à l'instar de la procédure actuelle dans le cadre du troisième pilier). En outre, le Ministre des affaires étrangères est consulté, tout comme au moment de la procédure d'autorisation initiale.*

#### **Article O (Financement)**

Les dépenses résultant de la mise en œuvre d'une coopération renforcée, autres que les coûts administratifs occasionnés pour les institutions, sont à la charge des États membres qui y participent, à moins que le Conseil, statuant à l'unanimité de tous ses membres après consultation du Parlement européen, n'en décide autrement.

#### ***Commentaire***

*Article O : Reproduction de l'article 44 A du TUE*

#### **Article P (Principe de cohérence)**

Le Conseil et la Commission assurent la cohérence des actions entreprises dans le cadre d'une coopération renforcée ainsi que la cohérence de ces actions avec les politiques de l'Union, et coopèrent à cet effet.

#### **Commentaire**

*Reproduction de l'article 45 du TUE.*

\*      \*

\*

**Commentaire sur les dispositions du TUE et TCE qui n'ont pas été reprises dans les projets d'articles de la Constitution**

*Certaines dispositions des traités actuels concernant les coopérations renforcées n'ont pas été reprises dans les projets d'articles.*

*Ainsi, dans le domaine de la PESC, l'article 27 A du TUE indique notamment que les coopérations renforcées dans ce domaine "ont pour but de sauvegarder les valeurs et de servir les intérêts de l'Union dans son ensemble en affirmant son identité en tant que force cohérente sur la scène internationale", et qu'elles "respectent les principes, les objectifs, les orientations générales et la cohérence de la PESC ainsi que les décisions prises dans le cadre de cette politique". Ces éléments sont couverts par la clause générale dans le projet d'article 32 ter, § 1, alinéa 2 de la Constitution.*

*De même, l'article 43, i) du TUE se référant au protocole intégrant l'acquis de Schengen dans le cadre de l'Union n'a pas non plus été repris. Cette disposition indique que les articles sur la coopération renforcée n'affectent pas les dispositions du protocole en question. Elle semble peu utile dès lors que la coopération renforcée dans le domaine de l'acquis de Schengen constitue une variante au mécanisme général de la coopération renforcée. Autrement dit, le caractère spécifique et dérogatoire du protocole Schengen est déjà clairement établi par celui-ci.*

---